

Près de six mois après le début de l'intervention militaire au Mali, les soldats Français passent le relais, le 1er juillet, aux Casques bleus de l'ONU. Le succès éclatant des forces armées françaises et de notre diplomatie dans la gestion de la crise malienne ne doivent pas faire oublier qu'il convient désormais de traiter, dans le long terme, les racines profondes d'un demi-siècle de crises ayant conduit le Mali, jadis présenté comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, au bord du gouffre.

Au-delà du Mali, les chocs multiples qui déstabilisent le Sahel (pauvreté, explosion démographique, montée de l'islamisme radical, trafics, terrorisme, piraterie...) appellent une réponse globale articulant sécurisation militaire, réforme de la gouvernance politique et promotion d'un développement économique à l'échelle régionale.

Brossant le tableau d'une région en crise, dont le centre de gravité djihadiste se déplace vers le Nord Niger et le Sud Libyen, ce rapport formule une série de recommandations pour conforter la montée en puissance des capacités africaines de sécurité. Car « Nous n'en avons pas terminé avec le terrorisme au Sahel », comme l'affirmait, le 31 mai dernier, le Président de la République.